



**EMBARGOED UNTIL 2 JUNE 2005, 10 A.M. NEW YORK TIME  
CHECK AGAINST DELIVERY**

Déclaration du Secrétaire général à la réunion de haut niveau  
de l'Assemblée générale sur le VIH/sida

New York, le 2 juin 2005

Monsieur le Président,  
Mesdames et Messieurs,

Il y a quatre ans, l'Assemblée générale s'est réunie en session extraordinaire et s'est engagée, à l'unanimité, à combattre le fléau du VIH/sida.

J'ai dit alors que nous traversons une crise sans précédent, mais à laquelle il y avait une solution : une réaction collective sans précédent.

J'espérais que la Déclaration d'engagement issue de cette session serait le point de départ d'une réaction proportionnelle à l'épidémie.

Quatre ans plus tard, on peut dire que dans tous les domaines clefs –mobilisation politique, financement, intensité et ampleur des programmes de prévention, et accès aux traitements – les choses ont bougé.

Mais pas assez. Comme l'indique mon rapport de suivi, certaines interventions ont donné de bons résultats, mais au total notre réaction n'a pas été à la mesure de l'épidémie.

L'année dernière, il y a eu plus de nouvelles infections et plus de morts dues au sida que jamais auparavant.

Le VIH et le sida ont continué à gagner du terrain, à un rythme de plus en plus rapide, sur tous les continents.

Les efforts déployés en matière de traitement et de prévention ont été de très loin insuffisants.

Dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, seuls 12 % de ceux qui auraient eu besoin d'un traitement antirétroviral en ont bénéficié.

Et alors que les jeunes – surtout les jeunes femmes – comptent pour plus de la moitié des nouveaux cas, rares sont ceux qui ont eu accès à de réels services de prévention s'adressant à la jeunesse.

Mesdames et Messieurs,

Il est clair que l'épidémie continue de nous prendre de vitesse. Pour l'arrêter et la faire reculer d'ici à 2015, comme le prévoient les objectifs du Millénaire pour le développement, nous devons en faire beaucoup plus.

Nous savons quelles mesures sont efficaces. Nous savons qu'il est possible d'interrompre le cycle de la contagion.

Nous avons vu au Brésil, au Cambodge et en Thaïlande ce que donne un bon programme de prévention.

Il semble que le même processus soit en train de s'enclencher dans divers pays du monde, par exemple aux Bahamas, au Cameroun, au Kenya et en Zambie.

Certains de ces pays ont réussi à endiguer l'épidémie à un stade précoce. D'autres l'ont fait reculer alors qu'elle avait déjà pris pied.

Nous avons aussi assisté à de réels progrès en ce qui concerne l'accès aux traitements. À la fin de l'année dernière, dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, plus de 700 000 personnes suivaient un traitement antirétroviral, grâce notamment à l'initiative « trois millions d'ici à 2005 » lancée par l'OMS et ONUSIDA, aux activités financées au moyen du Fonds mondial, au Plan d'urgence du Président des États-Unis et au Programme plurinational de lutte contre le VIH/sida de la Banque mondiale.

Nous devons multiplier ces initiatives.

Il faudra pour cela des ressources supplémentaires qui proviennent des donateurs habituels, du secteur privé et des pays les plus touchés eux-mêmes. Il faudra que le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme soit suffisamment alimenté et que les organisations qui fournissent directement des services à ceux qui en ont besoin reçoivent des fonds beaucoup plus importants.

Il faudra mieux planifier pour que les ressources soient utilisées le plus rationnellement possible. Le principe des « trois uns » – un cadre d'action contre le VIH/sida, un organisme national de coordination de la lutte contre le sida, et un système de suivi et d'évaluation à l'échelle nationale – devra être gardé à l'esprit.

Il faudra faire preuve d'initiative et de dynamisme, à tous les niveaux et dans tous les domaines, pour parvenir à éliminer le problème de la stigmatisation et de la discrimination ou à renforcer les systèmes et les infrastructures de santé publique.

Il faudra investir vraiment dans l'autonomisation des femmes et des filles. À l'échelle mondiale, les femmes représentent désormais à peu près la moitié des séropositifs, mais ce sont aussi elles qui luttent avec le plus de courage et de créativité contre l'épidémie.

Mesdames et Messieurs,

Comme vous le savez, en septembre, les dirigeants politiques du monde se réuniront ici, à l'ONU, pour évaluer les progrès accomplis dans l'application de la Déclaration du Millénaire et pour tracer la route à suivre à l'avenir.

Par bien des aspects, la tâche sera plus ardue cette année qu'en 2000, quand la Déclaration a été adoptée. Au lieu de se fixer des objectifs, les dirigeants devront cette fois décider des moyens de les atteindre. Ils devront arrêter un plan pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

L'efficacité de la lutte contre le sida sera déterminante à cet égard. Arrêter l'épidémie n'est pas qu'un objectif en soi : c'est aussi une condition indispensable à la réalisation de presque tous les autres.

C'est pourquoi la lutte contre le sida est peut-être un des plus grands défis pour notre époque et notre génération. Nos efforts pour édifier un monde humain, sain et équitable n'aboutiront que si nous sommes à la hauteur de ce défi. Nous devons absolument l'être.

Je vous remercie.